



Immeuble BORA
6, rue Raoul Nordling
92277 Bois Colombes Cedex

téléphone 01 55 66 40 00
télécopie 01 55 66 44 12

www.grtgaz.com

Consultation publique de la CRE du 30 juin 2016 relative à
l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de transport
de gaz au 1^{er} octobre 2016

Réponse de GRTgaz

11 Août 2016

Question 1 : Partagez-vous le bilan dressé par la CRE des six premiers mois de fonctionnement du système d'équilibrage actuel ? Avez-vous d'autres observations ?

GRTgaz partage l'avis de la CRE sur le fait que le système d'équilibrage actuel a été mis en œuvre dans les délais et sans difficulté opérationnelle. Pour autant, le fonctionnement actuel de l'équilibrage reste à perfectionner notamment concernant l'incitation des expéditeurs à équilibrer eux-mêmes le réseau.

GRTgaz a encore une place trop importante dans l'équilibrage du réseau. En effet, le retour d'expérience indique que :

- Seules 65 % des journées en zone Nord et 70% des journées en zone Sud finissent bien équilibrées (Stock en conduite projeté terminant dans la zone verte foncée)
- GRTgaz est intervenu sur la Bourse pour 45% des journées (46% en zone Nord – 44% en zone Sud)
- Les décotes/surcotes restent le moyen de déterminer le prix marginal de règlement des déséquilibres : sur 60% (en zone Nord) à 70% (en zone Sud) des journées avec interventions de GRTgaz depuis le début de l'année 2016 (janvier à fin mai), les interventions ne font pas dévier le prix marginal au-delà de prix moyen moins décote ou prix moyen plus surcote avant 18h (fin de la période ouvrée). Ces pourcentages sont encore de 30% en zone Nord et 50% en zone Sud en considérant l'impact des interventions sur le prix marginal de fin de journée.
- Il reste des **journées qui terminent déséquilibrées** (SEC projeté en dehors du vert foncé). Parfois ce déséquilibre apparaît tardivement, parfois les interventions sur le marché actuellement en place ne sont pas suffisantes. Mais quand des journées de ce type se suivent, les déséquilibres s'accumulent et peuvent mettre en péril le réseau.

Questions 2 et 3 : Êtes-vous favorable au maintien d'une surcote/décote fixée à +/-2,5% du prix moyen pondéré sur gaz pour la journée gazière considérée, ou préférez-vous, comme le proposent les GRT, la fixer à +/-5% de ce même prix? Êtes-vous favorable à l'étude d'une surcote/décote en valeur absolue ?

Comme indiqué dans la réponse à la question 1, GRTgaz considère comme primordial que les expéditeurs équilibrent eux-mêmes le réseau au-delà de leurs portefeuilles individuels ; aussi les incitations à le faire doivent être efficaces.

GRTgaz privilégie à terme le calcul d'une surcote/décote fixée pour toute ou partie en valeur absolue. Cependant, il n'est pas possible en terme de système d'information, de mettre en place ce mode calcul des surcotes/décotes d'ici au printemps 2017.

GRTgaz rappelle la nécessité d'avoir une incitation efficace des expéditeurs à l'équilibrage du réseau, et ce dès cet hiver 2016-2017. C'est pourquoi, **GRTgaz propose de faire évoluer le pourcentage de décote/surcote de 2,5% à 5%** du prix moyen pondéré sur gaz pour la journée gazière considérée, dès le 1^{er} octobre 2016, en attendant d'éventuels aménagements à venir après discussions en Concertation Gaz cet hiver.

En effet, les expéditeurs doivent être incités par le coefficient de décote/surcote à utiliser les moyens de flexibilité dont ils disposent, notamment les stockages, pour équilibrer le système.

A ce jour, un coefficient de décote/surcote de 2,5% sur la base d'un prix moyen de 12€/MWh (ordre de grandeur actuel des prix moyens observés) correspond à une valeur de 0,3 €/MWh ; ce coefficient n'est donc pas incitatif à équilibrer le système au regard du coût d'utilisation d'un stockage pour un expéditeur qui est d'environ 0,47€/MWh¹.

En comparaison, un coefficient de décote/surcote de 5% correspond à une valeur de 0,60 € relative à un prix moyen de 12 €/MWh. (ordre de grandeur actuel des prix moyens observés). En effet 0,60 €/MWh correspond à une incitation équivalente à celle visée lors de la mise en place de l'équilibrage cible avec un prix moyen constaté de l'ordre de 24 €/MWh

GRTgaz considère l'implémentation d'un coefficient en valeur absolue comme une solution intéressante à proposer.

L'adoption d'une valeur fixe présente l'avantage d'être décorrélée de toute variation du prix moyen donnant ainsi plus de visibilité aux expéditeurs sur leurs risques financiers. En contrepartie, conformément au Code Réseau Équilibrage, il convient de s'assurer que la valeur retenue ne dépasse pas 10 % du prix moyen pondéré.

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'évolution du mode d'intervention proposé par GRTgaz, consistant à davantage de latitude quant aux horaires et à la durée de ses créneaux d'intervention sur les produits notionnels ?

Pour continuer à améliorer ses interventions, GRTgaz reste favorable à avoir la possibilité réglementaire de faire évoluer les horaires et les durées de ces fenêtres pour pouvoir faire face aux situations diverses qui pourront se présenter. À cet effet GRTgaz demande à la CRE

¹ Utilisation d'un stockage de Storengy : 0,47 €/MWh = 0,12 €/MWh au soutirage + 0,35 €/MWh à l'injection

de délibérer de manière plus générique permettant ainsi de procéder à des évolutions sans recourir à de nouvelles délibérations.

Question 8 : Êtes-vous favorable à la poursuite de l'expérimentation portant sur l'utilisation des produits localisés pour l'équilibrage de GRTgaz jusqu'à la création d'une place de marché unique (novembre 2018) ?

GRTgaz est favorable à la poursuite de l'expérimentation du produit localisé pour l'équilibrage jusqu'à la création d'une place de marché unique prévue en octobre 2018.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il serait prématuré de recourir à des produits localisés pour l'équilibrage, le lendemain d'une journée tendue, lorsque le GRT n'est pas parvenu à rétablir le système dans ses limites d'opération (zone vert foncée), ou êtes-vous favorable à la proposition de GRTgaz ?

Il est nécessaire pour GRTgaz de pouvoir recourir à des produits de marché localisés dès le matin en cas de (1) très fort déséquilibre (zone orange ou rouge du SEC Projeté) et (2) si la(es) journée(s) précédente(s) ont fini déséquilibrées (SEC hors de la zone vert foncé).

Dans un tel cas, il devient primordial pour GRTgaz de disposer d'outils pour ajuster l'équilibre du réseau, assorti d'une variation physique des points contractuels, et ce dès le début de la journée gazière, les déséquilibres constatés la journée précédente ayant amputé significativement la flexibilité de GRTgaz pour l'équilibrage résiduel du réseau.

Il s'agit alors pour GRTgaz de chercher à couvrir un déséquilibre important de la journée J, déséquilibre qu'il devient urgent de compenser en raison du déséquilibre de la veille.

L'article 9 du code de réseau détermine un ordre de priorité s'appliquant aux actions d'équilibrage. Selon cet article, les achats-ventes de produits notionnels doivent être privilégiés sur le recours aux produits localisés. Le recours à des produits localisés le matin ne peut donc se justifier que s'il est nécessaire pour « maintenir le réseau de transport dans ses limites d'exploitation » ce qui est le cas en cas de très fort déséquilibre et quand la flexibilité de GRTgaz pour l'équilibrage du réseau a été amputée par des déséquilibres non résorbés la(es) journée(s) précédentes(s)

GRTgaz partage l'analyse de la CRE selon laquelle il est nécessaire de continuer d'améliorer ses interventions sur les produits notionnels, afin d'assurer leur efficacité. GRTgaz y a travaillé au cours de l'hiver 2015-2016 (voir les résultats présentés en réunion de la Concertation Gaz des 21 janvier et 13 avril 2016) et continue à le faire.

Cependant, GRTgaz considère que ce n'est pas suffisant. Les interventions de GRTgaz sur les produits notionnels, même lorsqu'elles sont couvertes, ne permettent pas toujours d'équilibrer le réseau, puisqu'elles ne se traduisent pas toujours par un apport ou un enlèvement de gaz physique au niveau attendu. En effet, sur la période janvier-avril 2016, GRTgaz est intervenu et a couvert ses besoins 30-40 jours par zone, et dans 45 % des cas, soit un peu plus de 15 j par zone d'équilibrage, le stock en conduite projeté n'a pas terminé dans la zone verte foncée.

GRTgaz estime donc avoir besoin de ce moyen supplémentaire d'intervention le matin. Son utilisation serait a priori peu fréquente : en se basant sur les données de janvier à avril 2016 (121 jours calendaires), il aurait pu être appelé environ 10 jours (toutes zones d'équilibrage confondues).

De plus ce moyen d'intervention permet de s'assurer que le marché est en mesure de faire face et ainsi d'éviter ou retarder le recours aux moyens dédiés à la sécurité d'alimentation

des consommateurs (contrat de sécurité, interruption de capacité de livraison...) et la demande de déclenchement d'un plan d'urgence gaz.

Questions 10, 11 et 13 : Êtes-vous favorable à la création d'un indicateur quotidien d'en-cours d'équilibrage, défini comme le niveau d'entame de la garantie financière théorique d'un expéditeur ? Êtes-vous favorable aux propositions des GRT concernant les niveaux des seuils d'entame de la garantie financière, et aux actions que les GRT proposent d'y associer ? Êtes-vous favorable aux évolutions proposées des modalités de calcul des garanties de paiement ?

Sur demande de la CRE, TIGF et GRTgaz ont travaillé ensemble à un nouveau dispositif contractuel de sécurisation financière notamment au titre de l'équilibrage. Ce travail a été co-construit et partagé avec le marché lors de la Concertation gaz dédiée.

Les modalités de sécurisation financière, notamment la création d'un indicateur quotidien d'en-cours d'équilibrage et les niveaux de seuils d'entame de la garantie financière, ont fait l'objet d'un consensus en Concertation gaz.

GRTgaz est favorable aux mécanismes de sécurisation financière proposés par le GRT.

Question 14 : Êtes-vous favorable à la modification de la fréquence d'attribution du segment servant à la répartition des déséquilibres au sein de la place de marché TRS telle que proposée par les GRT ?

TIGF et GRTgaz ont travaillé ensemble à une nouvelle segmentation des expéditeurs dans le cadre de la place de marché TRS. Cette segmentation permet de catégoriser au mieux les expéditeurs selon leur activité sur la TRS.